

Les capitaux arabes en Algérie : Le commerce d'abord, l'investissement après

En matière d'investissements étrangers, les années se suivent et se ressemblent pour l'Algérie qui attire en moyenne un peu plus de 2 milliards d'euros par an. En 2010, et selon le dernier rapport de l'Observatoire des investissements et partenariats en Méditerranée (MIPO), l'Algérie a connu «un net recul des annonces d'investissements directs étrangers, en nombre de projets comme en montant, de même qu'une baisse sensible des flux réels d'IDE en baisse de 13% par rapport à 2009 d'après la Banque mondiale»

.Les investisseurs ont été découragés par les durcissements de la réglementation relative à l'intervention des entreprises étrangères, note la même source.

Pourtant à en juger par l'intérêt des délégations d'entreprises étrangères qui se relayent en Algérie, on serait tenté de croire que l'Algérie est plus attractive que jamais. Même les entreprises arabes veulent leur part de marché algérien. La semaine dernière, c'était autour des Jordanien(ne)s de venir tâter le terrain, officiellement en quête de partenariat durable, mais vraisemblablement pour tenter de grappiller quelques contrats d'exportation dans le domaine des services. Un secteur qui contribue à hauteur de 70% dans le PIB de ce pays et qui coûte annuellement à l'Algérie environ 11 à 12 milliards de dollars de facture d'importation.

En aparté, les représentants des quelques 32 entreprises jordanien(ne)s, qui ont fait le déplacement en Algérie, ont clairement affiché leur désir de trouver des partenaires qui puissent leur permettre d'exporter vers l'Algérie leurs services en matière de technologie, de conseil, de formation ou encore de santé.

L'idée d'un investissement direct n'est quant à elle envisageable qu'à très long terme. De l'autre côté, le directeur de l'Agence jordanienne de développement de l'entreprise (JEDCO), Yarub Qudah, a affirmé que les entreprises de son pays sont à la recherche «d'une véritable opportunité pour établir des partenariats stratégiques». Selon lui, elles ne s'inscrivent pas dans une logique «d'exportation et de commerce» uniquement. L'Algérie, a-t-il dit, «est aussi une porte d'entrée vers le marché africain».

Priorité à l'intérêt commercial

Pourtant, certains membres de la délégation jordanienne n'ont pas caché le fait que le plan quinquennal de 286 milliards de dollars d'investissement sur les cinq prochaines années constitue l'élément «le plus attractif pour toutes les entreprises étrangères arabes ou occidentales désireuses de s'exporter à l'international, d'autant que l'Algérie affiche de gros besoins en matière de service notamment».

Cet aveu n'étonne guère puisque, selon un spécialiste du conseil auprès des investisseurs étrangers en Algérie, «tous les investisseurs, sans exception et quels que soient leur origine, ont une vision commerciale pour rapatrier des bénéfices dans un délai très court».

Autrement dit, les investisseurs arabes partagent avec leurs homologues occidentaux la même perception en termes d'approche du marché algérien à en juger par le faible montant d'IDE drainé par l'Algérie annuellement. Mais cela s'explique.

Dans une récente déclaration à El Watan Economie, le président du forum des chefs d'entreprises, Reda Hamiani déclarait que «quant on voit un peu le détail des délégations qui viennent, c'est souvent cet aspect-là (plan quinquennal) qui les intéresse le plus parce qu'il y a très peu de pays à travers le monde qui mettent sur la table autant d'argent en direction des partenaires étrangers». Selon lui, «la plupart des pays sont frappés par des crises de liquidités, des dettes énormes, un assainissement financier non maîtrisé et ce sont autant de paramètres qui incitent tous les partenaires d'abord à venir». Mais au moment où des entreprises occidentales pour lesquelles l'Algérie est un marché traditionnel se font de plus en plus rares quand il s'agit de parler d'investissements directs,

leurs homologues arabes annoncent des intentions d'investissement se chiffrant à plusieurs milliards de dollars. Une pratique déjà observée ces dernières années, mais dont les résultats restent plus que mitigés.

Un air de déjà vu

En octobre 2010, le président du Conseil national fédéral des Emirats arabes unis, Abdelaziz Abdallah Al Ghoreir, en visite de travail en Algérie, a annoncé l'ambition de son pays de réaliser des investissements de l'ordre de 10 à 15 milliards de dollars, dans différents projets, durant les cinq prochaines années, citant entre autres domaines l'immobilier et le tourisme. Une déclaration qui rappelle étrangement l'épisode malheureux du groupe Emaar qui avait annoncé en 2007 son intention d'investir de 5,5 milliards de dollars en Algérie dans le secteur immobilier et des services avant d'abandonner ses ambitions deux ans plus tard, sans qu'aucun de ses projets ne soient concrétisés. Un exemple qui a d'ailleurs mis en rogne le gouvernement dont l'ex-chef du gouvernement et actuel premier ministre Ahmed Ouyahia déclarait en 2009 que «la démarche de certains investissements arabes en Algérie n'était pas sérieuse», admettant avoir «entendu plus de discours que de propositions concrètes». Difficile donc de se fier aux chiffres annoncés par Al Ghoreir qui n'a d'ailleurs pas manqué de révéler l'autre centre d'intérêt de son pays pour l'Algérie à savoir le nouveau plan quinquennal, indiquant que si son pays obtenait 15% des projets inscrits au titre de ce plan, «il aurait réalisé un véritable succès».

Les investisseurs arabes et du Golfe en particulier semblent faire plus dans le discours que dans le concret. Un constat révélé par une étude du réseau Anima (Réseau euro-méditerranéen d'acteurs du développement économique) publiée en 2009 et selon laquelle les investisseurs des pays du Golfe sont moins réalistes que ceux d'Europe ou des Etats Unis. A peine «43% des investissements annoncés par les pays du Golfe sont concrétisés, globalement, contre 71% pour les projets européens et 78% pour les investissements américains», précisait le document.

Mais quelle que soit l'origine des investisseurs étrangers en Algérie, les acteurs de la scène économique nationale estiment que la priorité dans leur choix doit être d'abord la recherche de l'intérêt du pays. Certes, comme le note les experts du MIPO, «l'Algérie a les moyens d'une stratégie endogène du fait de ses ressources pétrolières» et de ce fait, ce ne sont pas les apports financiers qu'elle recherche. Ce dont l'Algérie a besoin, pense le président du FCE, «c'est d'une aide dans la récupération du potentiel industriel ou dans les services où nous avons un gros déficit».

Principaux projets d'investissement arabes détectés en 2009 :

- Le groupe Fransabank (Liban) augmente le capital de sa filiale algérienne pour un montant de 53,7 millions d'euros.
- - Le groupe Jordan expatriates investing holding (Jordanie) prend 15% de parts dans Trust Bank Algeria avec un montant de 13,2 millions d'euros.
- - Kipco/Burgan Bank(Koweït) détient 60% de Arab Gulkf Bank et contribue à l'augmentation de son capital à hauteur de 42 millions d'euros.
- - Joint venture de GB Auto (Egypte) avec l'algérien Sentrax pour la distribution de ses remorques pour un montant de 1,7 million d'euros.
- - Loukil (Tunisie), métallurgie, usine de charpente métallique (8 millions d'euros).
- Extension du réseau de l'opérateur téléphonique Orascom Telecom (Egypte) pour 28 millions d'euros.

(Rapport MIPO 2011)

Les 3 plus grosses annonces d'IDE en 2010 :

- EIIC (Emirats arabes unis). La société d'investissement reçoit le feu vert pour un mégaprojet de parc urbain, Dounya, et de complexe touristique à l'ouest d'Alger (1,8 milliard d'euros).
- Total (France). Le groupe va investir massivement dans le développement de huit gisements de gaz à Timimoun dont la mise en production est attendue pour fin 2013 (680 millions d'euros).
- Emiral (Emirats arabes unis). Le promoteur immobilier lance la construction d'un projet mixte, le «Forum El Djazaïr», dans la zone côtière de Moretti à l'ouest d'Alger (206 millions d'euros)

(Rapport MIPO 2011)

Chiffres-clés

- Selon l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI), les pays arabes ont représenté 39% des investissements étrangers entre 2002 et 2010 en termes de nombre de projets.
 - Ils ont représenté 43% des investissements globaux en termes de montants
 - En 2008, l'ANDI avait indiqué que les investissements arabes ont atteint 7 milliards de dollars entre 2001 et 2007.
- En juin 2008, le ministre émirati de l'Economie, Soltan El-Mansouri, avait déclaré que «les investissements émiratis en Algérie dépasseront 50 milliards de dollars durant la période 2006-2010».
 - En janvier 2009, Camille Nassar, représentant du groupe Emirates International Investment Company (EIIC) a avancé le chiffre de 20 milliards de dollars d'investissements prévus pour l'Algérie.
 - Selon l'ANDI, les investissements émiratis déclarés entre 2002 et 2007 ne dépassent pas les 1,1 milliard de dollars.

http://www.elwatan.com/supplement-economie/dossier/les-capitaux-arabes-en-algerie-le-commerce-d-abord-l-investissement-apres-11-04-2011-120016_206.php